



Le président syrien a prononcé son premier discours depuis sept mois, proposant une sortie du conflit... selon ses conditions.

Bachar al-Assad a prononcé son premier discours depuis sept mois, dimanche 6 janvier, alors que la guerre civile qui déchire le pays a fait plus de 60.000 morts, selon l'ONU. Face à une opposition de plus en plus vigoureuse et une communauté internationale de plus en plus ferme, le dictateur tente d'imposer ses conditions pour une résolution du conflit. Pour concilier son maintien au pouvoir et un retour à la paix, le président n'hésite pas à inverser les rôles de tous les acteurs en présence.

Les révolutionnaires, "une bande de criminels"

Le président syrien a dressé son propre bilan des forces politiques du pays. Selon lui, le conflit n'oppose pas "le pouvoir et l'opposition, mais la patrie et ses ennemis, le peuple et ses assassins", ajoutant que certains voulaient la partition de la Syrie. Dans ces conditions, l'opposition ne peut être reconnue comme un interlocuteur légitime, juge-t-il. "Est-ce une révolution et sont-ils des révolutionnaires ? C'est une bande de criminels", a-t-il déclaré, faisant référence aux combattants rebelles qui ont chassé ses troupes de larges zones du nord et de l'est du pays.

L'extérieur, c'est la guerre

Le manque de légitimité de ses opposants syriens viendrait notamment de leur lien avec l'étranger, selon Assad. Critiquant le terme de "révolution" utilisé par ses opposants, le président syrien appelle à "une révolution du peuple, pas une révolution importée de l'étranger, pour le bien du peuple et non contre ses intérêts". Selon lui, l'ennemi n'est pas intérieur mais extérieur. "Pouvons-nous dialoguer avec des gangs qui prennent leurs ordres de l'étranger ? (...) Nous dialoguons avec les maîtres, pas avec les esclaves", lance Bachar al-Assad. "Voulez-vous que nous dialoguions avec des marionnettes de l'Occident, qui les a fabriquées et écrit leurs discours? Il vaut mieux discuter avec l'original, pas avec des gens qui jouent un rôle sur les planches de la scène internationale", poursuit-il. Dès lors, le régime ne fait que se défendre contre une agression, prétend-il. "Nous faisons désormais face à un état de guerre dans tous les sens du terme, une agression extérieure plus meurtrière et dangereuse qu'une

guerre conventionnelle, menée par quelques Syriens et de nombreux étrangers."

Quand Assad se pose en homme de dialogue

Bachar al-Assad n'hésite à se donner aussi à lui-même un autre rôle. Ainsi, s'il ne peut discuter avec l'opposition, c'est parce que les forces étrangères sont hostiles au dialogue. L'Occident "a fermé la porte du dialogue, pas nous, parce qu'il est habitué à donner des ordres alors que nous exerçons notre souveraineté, notre indépendance et notre libre décision", déclare le président syrien. Le régime, à l'en croire, serait donc tout à fait ouvert à la discussion. Et si jusqu'à présent ce dialogue ne s'est pas ouvert, "ce n'est pas parce que nous ne voulons pas d'une solution politique, mais parce que nous n'avons pas trouvé de partenaire", ajoute-t-il.

Quand Assad assure être un président légitime

Fort de son propre constat, Bachar al-Assad, dont l'armée pilonne le peuple syrien depuis presque deux ans, appelle désormais à ce que toute transition se fasse "par des moyens constitutionnels". Or de question, donc, de quitter le pouvoir avant la fin de son mandat, en 2014. Le président semble vouloir même être candidat à sa propre succession, sans toutefois évoquer d'élection présidentielle.

Sa feuille de route, la voie de la réconciliation

Le président appelle à "une conférence de dialogue national, auquel participeront toutes les parties". Cette conférence sera chargée de rédiger une "Charte nationale", défendant la souveraineté de la Syrie, son unité et son intégrité territoriale, et rejetant l'ingérence, le terrorisme et la violence. Cette charte doit ensuite être soumise à un référendum. Bachar al-Assad propose ensuite l'organisation d'élections législatives suivies de la formation d'un gouvernement élargi à toutes les composantes de la société, conformément à la Constitution, en charge de faire appliquer la Charte nationale. Le nouveau gouvernement devra notamment mener une conférence nationale de réconciliation visant l'amnistie générale pour toutes les personnes détenues en raison des événements. Viendra ensuite l'étape de la reconstruction du pays.

Les conditions de la paix, à la discrétion de Bachar al-Assad

La mise en route de ce processus est cependant soumis aux conditions de Bachar al-Assad. Le président demande l'arrêt de l'aide internationale, mais aussi le dépôt des armes de l'opposition. C'est seulement ensuite que les attaques du régime cesseront, assure le dictateur. "Les pays impliqués doivent s'engager à arrêter de financer l'armement, et les hommes armés doivent arrêter les opérations terroristes. Nos forces cesseront ensuite immédiatement les opérations militaires, tout en conservant le droit de répliquer", a-t-il affirmé. Les réactions de la

communauté internationale et de l'opposition syrienne ne se sont pas faites attendre.

D.H avec agences